

Le *travailleur alpin*

Résister, vivre ensemble *autrement*

n°286 • mars 2019
3€

MÉTROPOLE. DU NEUF À CONSTRUIRE

*Les communistes
avancent des pistes
citoyennes.*

 • P.4

BEAUREPAIRE. LES LÉGUMES DE LA SOLIDARITÉ

*Au potager solidaire,
on cultive des légumes.
Mais pas seulement.*

 • P.6

PORTRAIT. DOMINIQUE, LE COLIBRI DE MEGÈVE

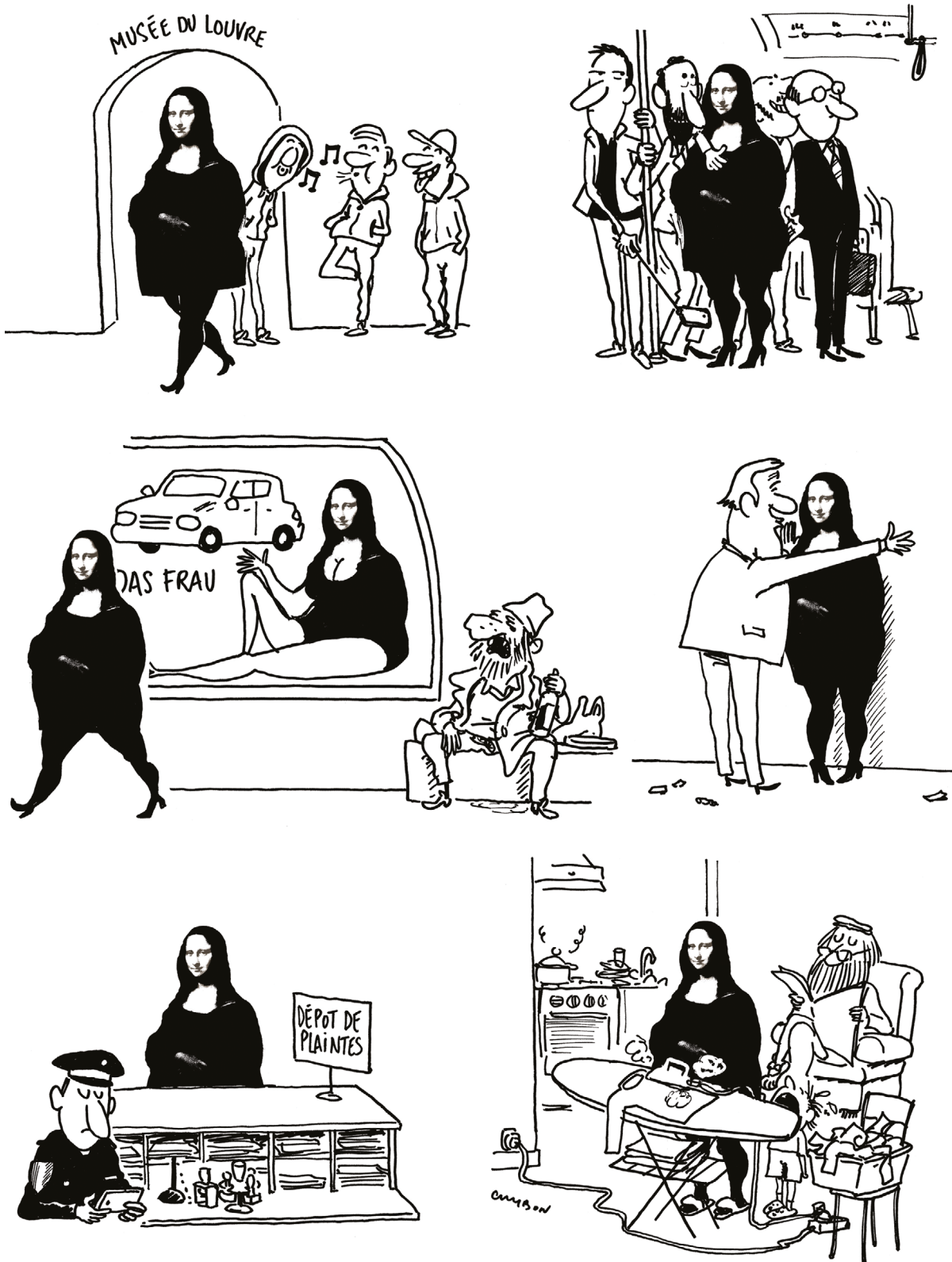
*Déléguee CGT, elle
travaille aux remontées
mécaniques.*

 • P.9

**JOURNAUX ET
JOURNALISTES,
POURQUOI ILS
DOIVENT VIVRE**

P.10-14

LA JOCONDE EN BALADE



Sommaire

n°286 mars 2019

DOSSIER

L'Humanité en danger, la presse écrite à la recherche des conditions de sa survie, le virage numérique pris au risque d'un éloignement du citoyen... le débat est ouvert. Et l'engagement militant plus que jamais indispensable.

10 à 14

SOCIAL

Le «barème Macron» réduit l'indemnisation des salariés licenciés illégalement. La justice dénonce.

5

ELECTRICITE

Les privatisations et la loi du marché mettent en cause la sécurité de la distribution d'énergie.

7

BENEVOLAT

Beaucoup ne serait pas sans les bénévoles. Au point que la collectivité utilise du travail gratuit.

8

1981, GRAND'MAISON

La construction d'un barrage. Chantier titanesque et succès de la grève.

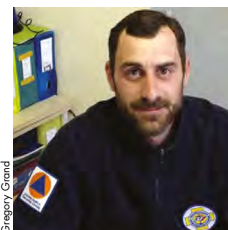
15



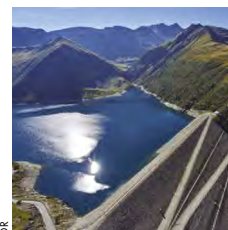
Luc Renaud



Edouard Schoene



Gregory Grand



DR

ÉDITO

EUROPE : UNE VOIX DIFFÉRENTE ESSENTIELLE!

Nous voilà à moins de 100 jours du scrutin européen, et une petite musique tente de s'imposer. Une petite musique pour qui l'affrontement entre fachos et libéraux serait la seule issue, pour le plus grand bonheur des tenants du capital. Les exemples hongrois, autrichiens, italiens... viennent nous rappeler que si cette partition se déroule jusqu'à son terme, elle aura tout d'une marche funèbre pour les peuples. Les libéraux ne sont jamais un rempart pour l'extrême-droite, tout juste un marche-pied.

Plus que jamais, nous sommes face à une exigence : faire entendre une autre voix, pour engager l'Europe dans une autre voie, celle du progrès social et de la démocratie.

Cette autre voix, c'est celle des ouvriers, des employés, des techniciens et ingénieurs... de toutes celles et ceux qui font tourner l'économie, qui créent toute cette richesse aujourd'hui accaparée par quelques-uns.

Cette autre voie, c'est celle qu'ambitionne de défendre Ian Brossat et la belle liste « L'Europe des gens contre l'Europe de l'argent » ! ★

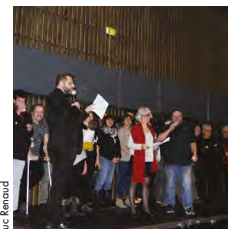
JEREMIE GIONO
SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL
DE LA FÉDÉRATION DU PCF DE L'ISÈRE

A lire sur :

TRAVAILLEUR-ALPIN.FR

SOCIAL. Saint-Egrève se mobilise pour la défense de la poste. La manifestation du 5 février. **POLITIQUE.** Les vœux de la section communiste d'Echirolles. Meeting et banquet avec les communistes de Saint-Martin-d'Hères. **SOCIÉTÉ.** L'année du 90e anniversaire de la fête du Travailleur alpin lancée par un festin.

L'AGENDA DU MOUVEMENT SOCIAL...



Luc Renaud

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928



Le Travailleur alpin



@journal_LeTA

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Annie David • **DIRECTEUR :** Pierre Labriet • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Pierre-Jean Crespeau, Antonin Grandfond, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Pierre Labriet, Jean-Claude Lamarche, Chloé Lebre, François Perez, Jean Rabat, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres, Van Meer • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** archives Luc Renaud



Construire une métropole nouvelle

LOUIS ZARANSKI

Réfléchir ensemble à la Métro de demain, une coopération intercommunale choisie et non subie. Tel était l'objectif d'un séminaire organisé à la fédération communiste.

Le programme annonce une journée chargée : une formation « Métropole et nouveau paysage institutionnel » le matin, un débat général sur l'analyse du territoire l'après-midi; avant de se séparer en ateliers pour élaborer des propositions concrètes.

Les communistes et la Métro, historiquement, ce n'était pas vraiment une histoire d'amour. Le communisme municipal, installé dans trois des plus grandes villes de l'agglomération, a permis de développer un haut niveau de services publics. Au point que le passage de compétences à la Métro a pu baisser la qualité du service public, comme le rappelle le maire de Fontaine. Pour autant, pas question d'accepter une dégradation de la qualité de vie : les mairies communistes ont donc choisi de pallier les services incomplets de la Métro, explique le maire de Saint-Martin-d'Hères. Notant aussi, nuance la maire de Venon, que

Propositions citoyennes pour nourrir le débat public



Une cinquantaine de personnes ont participé à la réflexion.

la Métro a apporté du service public dans les petites communes qui n'auraient pas eu les budgets pour réaliser seules de gros investissements. Cette bataille politique ne relève pas que des élus : dans la réflexion et dans l'action, les militants et les sympathisants peuvent s'engager sur les questions métropolitaines, affirme le maire d'Echirolles.

Avec la démocratie comme outil et comme finalité, il est possible de porter des propo-

sitions dans le débat public et de construire un rapport de force. Dans le respect des communes, cellules de base de la démocratie, la Métro pourrait être un outil de transition écologique et sociale.

Le transport gratuit, la démocratie sociale, le développement du logement public, le contrôle des aides publiques : de premières pistes pour une métropole pour toutes et tous !



Partager le savoir pour démocratiser le débat

Les débats métropolitains ne doivent pas être réservés aux experts. Pour cela, Eric Canobbio, chercheur à Paris VIII, a exposé ce qu'était la construction des métropoles en France. Dans un contexte de mondialisation et en même temps de décentralisation, de transfert du pouvoir politique de l'État aux collectivités, les nouvelles politiques publiques affirment qu'il faut remplacer l'égalité territoriale par la « flexibilité des territoires ». Concrètement, chaque grande ville va vouloir devenir un « pôle d'attractivité internationale », et pour cela absorber l'énergie (et les budgets !) de ses voisins proches. Les métropoles ont été pensées pour donner cette visibilité internationale, laissant la démocratie sociale de côté.



La justice dénonce l'injustice

LUC RENAUD

Le « barème Macron » ampute les indemnités dues aux salariés illégalement licenciés. Contraire à la Constitution. Les prud'hommes entendent faire respecter l'Etat de droit.

Ecopla. L'entreprise pillée, le projet de coopérative ouvrière rejeté par le tribunal de commerce, les salariés licenciés. Le conseil des prud'hommes de Grenoble a constaté que ces licenciements avaient été abusifs : l'emploi aurait pu être préservé. Ils ont donc obtenu réparation – si l'on peut dire, une fois au chômage. Des indemnités fixées par le tribunal entre dix et vingt-cinq mois, selon les situations.

C'ÉTAIT AVANT LES ORDONNANCES du 22 septembre 2018 qui, entre autres régressions, ont instauré le « barème Macron ». Un dispositif qui plafonne les indemnités dues en cas de faute de l'employeur. Pour Ecopla, le conseil des prud'hommes n'aurait pas eu le droit d'aller au delà de vingt mois d'indemnités pour les plus anciens. >



Luc Renaud

Ecopla. L'application du « barème Macron » aurait signifié des indemnités de licenciement amputées. En plus de tout le reste.

Le calcul qui prive les salariés de leur droit à réparation

De quoi parle-t-on ? De l'indemnisation d'un préjudice reconnu par un tribunal. D'un licenciement « sans cause réelle et sérieuse », en termes juridiques. On peut dire abusif, illégal... On ne parle pas d'un licenciement consécutif à une faute commise par le salarié.

Officiellement, le « barème Macron » a été inventé pour simplifier les procédures. « Vous avez été mis à la porte illégalement, vous avez droit à tant. » Pour fixer ce barème, la ministre du Travail a indiqué qu'un recensement des décisions de justice rendues avait été réalisé sur une durée d'un an. Une moyenne a été calculée et le barème a été établi sur cette base. A ce détail près que cette moyenne est devenue... le maximum.

Un peu comme si on calculait la hauteur du plafond d'une pièce sous un toit en pente. Zéro près du mur, trois mètres côté porte. Moyenne : un mètre cinquante. Ce sera donc la hauteur maximale du plafond, un mètre cinquante au plus haut. Tout de suite moins sexy, comme chambre à coucher.

> Pas le droit ? C'est justement ce que contestent... les tribunaux. Une dizaine de conseils de prud'hommes ont rendu des décisions qui constatent l'illégalité de ce plafond. Ils s'appuient sur les conventions internationales signées par la France, la convention numéro 158 de l'Organisation internationale du travail et la charte sociale européenne. Qui prévoient « le droit des travailleurs salariés à une indemnité adéquate ou à une autre réparation appropriée ». Or ces textes s'imposent au droit français, c'est l'article 55 de la Constitution qui le dit.

LE CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE GRENOBLE vient lui-même de rendre un arrêt, le 18 janvier dernier. Il fixe les indemnités dues à un salarié licencié après un accident du travail au-delà du plafond Macron. A Agen, le 5 février, c'est un magistrat professionnel qui a pris la même décision – en l'absence d'un accord entre conseillers prud'homaux salariés et patronaux, c'est un juge qui tranche.

Une bataille juridique est engagée. Les jugements prud'homaux seront repris en cours d'appel puis par la Cour de cassation. Que les salariés se fassent entendre au cours de ce processus ne peut pas nuire. ★

Les légumes poussent, l'association aussi



Luc Renaud

« Nous finissons d'installer une cinquième serre », se réjouit Jacqueline Jolivet, présidente de

l'association. Car le potager solidaire poursuit sa croissance. Ainsi du développement des partenariats avec la maison familiale rurale de Saint-Barthélémy-de-Beaurepaire, une école primaire... le potager fournit leurs cantines en légumes, tout comme certains restaurants. Partenariats encore avec le Secours populaire et le Secours catholique. Ainsi encore de la participation de l'association aux événements de la vie locale : les militants du potager mitonnent des soupes pour les Rencontres internationales du cinéma de Beaurepaire, s'investissent lors du Téléthon... L'avenir, c'est également le développement de la communication pour élargir encore le nombre d'adhérents – depuis mi-2018, ils sont une centaine de plus – et permettre l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Signe d'une volonté, le jardin s'est enrichi depuis cet hiver d'un verger. Un peu de patience et les cerises ensoleilleront les étals de l'épicerie !

Des chiffres verts comme des salades



Luc Renaud

Le potager solidaire, c'est un chiffre d'affaires de 170 000 euros, quatre salariés dont une embauche

récente, 800 adhérents (Beaurepaire compte 5 000 habitants) et quelque quarante variétés de légumes cultivées sur deux hectares : 1,5 tonnes de pommes de terre nouvelles, deux tonnes de tomates, 3 100 salades, 1 400 concombres ou encore 500 kilos d'aubergines... aux normes de la production bio. L'épicerie qui vend les légumes du potager se fournit également chez soixante producteurs locaux. Des chiffres qui comptent dans le tissu économique local. Et qui témoignent du lien créé entre les habitants du territoire.



Luc Renaud

Responsables et bénévoles du potager solidaire de Beaurepaire.

Le potager qui cultive la solidarité

LUC RENAUD

A Beaurepaire, le potager solidaire allie l'action sociale, l'écologie et le bien manger. Le lien social et l'économie, aussi.

Une belle terre, un climat propice et... des besoins alimentaires à satisfaire. « Nous avons commencé à réfléchir à ce que nous pourrions faire », explique Denise Badol, conseillère municipale communiste déléguée au CCAS. « Attention, il faut bien dire que je n'étais pas toute seule », ajoute-t-elle aussitôt. Pas toute seule, notamment dans le cadre de la coordination sociale qui regroupe l'ensemble des acteurs locaux de l'action sociale. Avec aussi nombre de militants partageant ses valeurs de solidarité.

Ainsi est né, en 2012, le potager solidaire de Beaurepaire. La solidarité, et une démarche plus active que celle des bons alimentaires. Et

une association, aujourd'hui présidée par Jacqueline Jolivet, qui gère un potager et une épicerie.

Ses adhérents sont soit « solidaires » – ils se fournissent au prix du marché – soit bénéficiaires – en fonction de leurs revenus, 165 personnes accèdent à des prix de vente inférieurs. L'ensemble donne une petite entreprise qui produit et commercialise en circuit court des légumes frais de qualité bio et développe solidarité et lien social.

Car c'est bien la solidarité qui fait le sens du projet et sa réussite. « Nous associons tous les adhérents aux décisions », explique Bernard Guillot, vice-président chargé de la communication. Des adhérents qui donnent la main au jardin ou à l'épicerie, cultivent les légumes mais aussi l'art culinaire grâce à des « ateliers cuisine »...

Plus qu'un potager « une ambition, celle de la mixité sociale et de la lutte contre l'isolement », souligne Jacqueline Jolivet.





Edouard Schoene

Patrick Durand, président de l'institut IED, et Rudy Prepoleski, secrétaire général CGT énergie Isère.

Electricité, les risques du marché

EDOUARD SCHOENE

La vente d'électricité aux prix du marché met en cause l'équilibre production / consommation. Tension permanente et risque de black-out... européen.

Dix janvier. Dans toute l'Europe, on serre les fesses. On a évité de justesse l'effondrement du réseau. Le noir européen. 28 janvier : en Isère, 80 000 abonnés sont coupés. « A 12h17, la panne de Champfeuillet a impacté particuliers et entreprises dans le Voironnais », explique Rudy Prepoleski, secrétaire général CGT énergie de l'Isère. Un équipement d'une ligne à haute tension a cassé, interrompant la distribution. « Un contrôle doit avoir lieu tous les trois ans ; il n'avait pas été fait depuis 2013, conséquence de la diminution des moyens affectés à la maintenance. »

La maintenance, mais pas seulement. Le courant a été rétabli à 13h50... et des coupures se sont produites en chaîne. « Il manquait 500 Mw de production », constate Rudy. Le phénomène est connu.

Il s'aggrave d'année en année.

Le rôle de Réseau de transport d'électricité (RTE) est d'assurer en temps réel l'équilibre entre production et consommation – l'électricité ne se stocke pas. Chaque jour, des prévisions de consommation sont établies, des moyens de production mobilisés. Mais « le grand marché de l'électricité rend l'objectif "sécurité

Le 28 janvier, 80 000 abonnés coupés dans le Voironnais

d'approvisionnement" quasiment impossible à atteindre », relève Patrick Durand, président de l'Institut énergie développement. La loi du marché : toutes les heures, les tarifs de l'électricité changent en Europe ; on attend que le prix monte pour démarrer la turbine.

D'où la précarité de l'équilibre. Jusqu'au jour, que tous les électriciens redoutent, où un producteur tirera un peu trop sur la corde et où la lumière s'éteindra, le réseau écroulé comme un château de cartes.

Quand il faut remettre du charbon dans la chaudière

« Le 10 janvier, pour éviter la rupture totale de distribution dans plusieurs pays, ils ont réquisitionné les salariés en grève de la centrale thermique à charbon de Cordemais, en Loire-Atlantique, centrale que le gouvernement veut fermer », indique Patrick Durand. Depuis, le gouvernement a reculé et, pour l'heure, la centrale reste en activité.

Production à la demande

La CGT réclame une étude sur l'équilibre production / distribution. Les moyens de productions pilotables sont insuffisants. Pilotable, comme par exemple un barrage hydroélectrique ou une centrale thermique : on met en route face à un pic de consommation, on arrête ensuite. Et c'est possible jour et nuit, que le temps soit ensoleillé ou non, venteux ou pas. Des moyens qui viennent compléter la production des centrales nucléaires dont la production est continue et non modulable.

Première nécessité

La CGT revendique une maîtrise publique de l'énergie, un tarif unique quel que soit le lieu de vie de l'usager, l'énergie étant considérée comme un produit de première nécessité avec une TVA réduite.

L'IED propose

Pour éviter une France dans le noir, l'institut de recherche préconise de remettre à EDF la mission de l'équilibre production / consommation, de conforter le mix électrique à la française, peu émetteur de CO₂ en s'opposant à la fermeture de productions pilotables, de construire de nouveaux moyens de production continue et pilotable, de conserver les concessions hydrauliques dans le giron d'EDF.

public.institut-energie-developpement.com



Grégory Grand

Romain Grand est secouriste, chef de poste à la Fédération française de sauvetage et secourisme.

Les premiers secours, c'est du bénévolat

GREGORY GRAND

Romain Grand est secouriste à la Fédération française de sauvetage et de secourisme, à Ville. Entretien avec un acteur du service public. Bénévole.

Que fait la FFSS ?

Romain Grand : Nous sommes une association de secours agréé sécurité civile et dépendant du ministère de l'Intérieur. Nous assurons les dispositifs de secours dans les manifestations culturelles ou sportives ainsi que la formation sur les gestes de premiers secours dans les collectivités publiques et privées, ou à l'at-

tention du grand public. Nous intervenons également sur les plans ORSEC.

Combien d'interventions, chaque année ?

R.G. : Soixante-dix dispositifs de secours et une vingtaine de formations sur les gestes de premiers secours.

Quel est ton parcours à la FFSS ?

R.G. : J'y suis entré il y a sept ans et je n'avais aucun diplôme de secourisme. Au fil des ans, j'ai fait mon petit bout de chemin au sein de l'association et aujourd'hui je suis détenteur du PSC1 (les gestes de premiers secours), du PSE1 (secouriste), du PSE2 (équipier secouriste,

c'est lui qui coordonne les actions d'un secouriste), et j'ai également une formation de chef d'équipe et de chef de poste. Je suis aussi responsable opérationnel, et à ce titre, je gère et organise tous les dispositifs de secours avec les organisateurs d'événements afin que les moyens humains et matériels mis en place soient en conformité avec la réglementation de la sécurité civile.

Responsable opérationnel, non rémunéré

Etes-vous payés, indemnisés ?

R.G. : Non, nous travaillons tous bénévolement. L'association fonctionne en facturant ses prestations aux organisateurs d'événements ou de formations. C'est avec cet argent que nous pouvons acheter et entretenir le matériel dont nous avons besoin. Mais pas plus.

Ton opinion sur le bénévolat ?

R.G. : C'est important, surtout en ces temps difficiles, d'avoir des personnes dévouées qui donnent de leurs temps et de leur énergie pour aider ceux qui ont en besoin. Sans eux, beaucoup de choses essentielles ne pourraient pas être faites. C'est pourquoi j'ai un très grand respect pour tous les bénévoles.

Quel serait ton souhait pour l'avenir du bénévolat ?

R.G. : Que l'Etat et les collectivités publiques subventionnent mieux les associations et que le bénévolat cède peu à peu sa place à des emplois rémunérés.



Grégory Grand

Quand le dévouement n'y arrive plus

A l'heure où les riches sont de plus en plus riches, il est difficile d'accepter que le recours au bénévolat soit la règle pour répondre à des besoins sociaux vitaux. Car c'est bien le bénévolat qui aujourd'hui permet notamment d'aider les plus fragiles d'entre nous. Ce qui pose un problème d'éthique : pourquoi recourir au bénévolat pour aider les plus démunis, pour assurer des secours... alors que cette responsabilité relève de la collectivité, de l'Etat qui collecte l'impôt ? De plus, le secteur associatif est aujourd'hui en crise. 25000 associations ont mis la clé sous la porte en 2017, conséquence de la baisse des subventions et de la suppression progressive des emplois aidés. De quoi comprendre que des bénévoles jettent l'éponge. ★

Dominique, le colibri de Megève

JEAN RABATÉ

A Megève, Dominique, déléguée du personnel saisonnier des remontées mécaniques, se veut force de propositions. Et tient bon.

« Vous n'avez tout de même pas la prétention de réclamer une revalorisation de la prime d'ancienneté des saisonniers ? » Comment dire... si. Dominique a du mal à digérer ce mépris du représentant de la filiale de la richissime Compagnie du Mont-Blanc. Déléguée syndicale du personnel saisonnier, elle exprimait une revendication largement partagée au pied des pistes. Rude tâche, quand les patrons se préoccupent plus volontiers de leurs riches clients et de leurs chiffres d'affaires que des conditions de logement, de travail et de salaire de leurs employés.

A Megève, la Compagnie du Mont-Blanc exploite la délégation de service public. « Parfois, avoue Dominique, je me sens un peu seule et j'envie les délégués d'autres stations où les syndicats sont plus forts. Ils arrachent des revendications plus importantes ». On la sent cependant satisfaite de pouvoir rappeler quelques acquis mégevans : « un petit intéressement sur le chiffre d'affaires, le versement de 10 000 euros par la société



Dominique Gouron Murador, déléguée CGT des saisonniers à Megève.

à la caisse de solidarité, l'an passé une prime de "manque de neige" pour les plus bas salaires, des petits sous par-ci par-là... » Mais surtout, cette année, la mise en place d'une navette gratuite pour l'un des deux trajets les plus fréquentés par les employés. « Pas de chance, ajoute-t-elle

La navette gratuite pour les salariés, un acquis de l'année

en souriant, ce n'est pas le mien ! » Chaque jour à ses frais dans les deux sens et par tous les temps, 14 kms la séparent de son lieu de travail.

Son travail, justement – coïncidence ! – a changé peu de temps après son engagement syndical. Embauchée comme conductrice remplaçante de télécabine elle est

désormais affectée à la surveillance d'un tapis roulant de 9 h 15 à 16 h 45, moins une coupure d'une heure à midi au restaurant – autre acquis. Six heures trente durant, pas de cabane à proximité, pas de chauffage sur place pour les chaussures, rien pour accrocher un sac... Même si « s'occuper des gosses, aider les débutants, encourager ou consoler, c'est sympa ».

La chaleur de ces contacts ne lui fait pas oublier les attaques personnelles ou la froideur méprisante de « supérieurs hiérarchiques », mais elle aide à les supporter. « Avec mon trop mini syndicat local, dit-elle joliment, je suis comme le colibri qui encore, encore et encore transporte des gouttes. » Et résiste aux prédateurs... ★

Pas née déléguée

Saisonnière depuis treize ans dont huit à Megève, Dominique n'est pas née syndicaliste. C'est peu à peu qu'elle a pris conscience de l'exploitation des salariés par leurs employeurs, dans les stations de ski comme ailleurs, et de la nécessité de s'organiser pour leur résister. Deux constats qui la conduisirent à se syndiquer. Et à s'intéresser, après plusieurs stages de formation de la CGT, aux conventions collectives, droit du travail, rôle des délégués du personnel et syndicaux.

D'une saison à l'autre

Lorsqu'un saisonnier des remontées et services de piste a effectué une saison complète (17 à 18 semaines de décembre à avril), son employeur est tenu de le réembaucher la suivante s'il en fait la demande en temps voulu. Il doit avoir travaillé au moins 122 jours pour percevoir l'allocation chômage s'il ne travaille pas l'été. Attention donc à ne pas être en arrêt maladie durant la saison.

La convention collective des caissières, employés, secouristes, dameurs, artificiers, skimen, snowmakers, etc. prévoit le SMIC comme salaire de base pour 35 heures hebdomadaires. Des négociations annuelles sont obligatoires. Elles concernent le salaire lui-même sur la base de l'augmentation de l'indice des prix, et différentes primes (ancienneté, logement, transport, langues, spécialité, astreinte, etc.). Leur nombre et leur montant dépend pour l'essentiel du rapport des forces entre salariés et employeurs. De fortes différences sont donc constatées d'une station à l'autre.



La crise de la presse écrite, un enjeu démocratique

Gérard Mordillat, écrivain et réalisateur, participera le 10 mars à une journée de défense de l'Humanité, salle Ambroise Croizat à Saint-Martin-d'Hères.

Au programme :

9h30 : accueil

10h : Témoignages

11h : entretien avec Gérard Mordillat

12h30 : Apéritif

13h : Repas (14 euros)

Renseignements au 06 08 86 29 30
ou au 06 89 87 95 78

La crise que traverse l'Humanité est révélatrice de difficultés qui traversent l'ensemble de la presse écrite. Pour y faire face, les éditeurs font appel aux milliardaires et se lancent dans le virage numérique. Au risque de perdre de vue les fondamentaux du métier. L'Huma fait appel à ses lecteurs : un autre modèle économique et démocratique.

LUC RENAUD

« Quand je vais acheter mon pain, je ne demande pas à l'avoir gratuitement. » Le cri est unanime chez les journalistes, aujourd'hui systématiquement confrontés à la même demande : « *tu peux me l'envoyer par internet ?* » Et la diffusion du papier s'effondre au point, par exemple, que les salariés du *Dauphiné libéré* s'inquiètent du sort de la seconde ligne de rotatives du journal – une seule pourrait bientôt suffire.

La presse nationale, peut-être davantage encore que les quotidiens régionaux, est gravement touchée. *L'Humanité* traverse une passe difficile. « *Nous sommes face à une difficulté de refinancement*, explique Gérard Mordillat, vice-président de la Société des lecteurs de *L'Humanité*, tous les autres titres sont soutenus par des banques et des fortunes ; ce n'est pas notre cas. »

Soutiens financiers et stratégie unique pour les éditeurs, le virage numérique. Les journaux doivent se transformer en multimédias. Au papier, on adjoint des produits numériques consultables sur tous types d'écran : vidéos, photos, infographies, articles... Luis Pedro, chef d'édition au *Dauphiné libéré*, précise ainsi sur Youtube que « *nous diffusons des contenus spécifiques sur les réseaux sociaux* » avec l'espoir d'augmenter la fréquentation du site du journal et, peut-être, de susciter l'achat de l'édition papier.

A ENTENDRE LES PATRONS DE PRESSE, c'est dans ce contexte la vente d'espaces publicitaires sur les écrans qui constitue l'objectif. Car tout le monde bute sur une réalité : « *le papier représente 90 % du chiffre d'affaires et ce n'est pas demain que le numérique compensera* », note Christophe Giganti, délégué CGT au *Dauphiné*. Or le numérique – dans le groupe Crédit mutuel dont fait partie le DL, on dit « *digital first* » – exige des investissements. Que les journaux ne peuvent financer sans capitaux extérieurs... et/ou réductions d'emplois, dans les services techniques et parfois les rédactions.

Alors c'est la course – ou la fuite – en avant. Les éditeurs travaillent au développement de centrales de réservation d'espaces publicitaires – mutualisées entre TF1, des groupes audiovisuels, des journaux régionaux... – et l'on mise sur le progrès de la gestion des données informatiques : les réclames s'affichent sur vos écrans en fonction de vos comportements et de votre localisation – vous passez devant un restaurant et sa pub apparaît sur votre téléphone.

L'information dans tout ça ? C'est notre cœur de métier, notre marque, nous dit-on avant de vite passer à autre chose.

LA RÉALITÉ DU TERRAIN, CE SONT des journalistes qui veulent malgré tout continuer à y croire. « *Le numérique, c'est un passage obligé, c'est l'époque et c'est passionnant de se former.* » Incontestable. Mais au *Dauphiné* comme ailleurs, cela se fait à moyens constants. Dans le meilleur des cas. Là où, il y a dix ans, on arrivait sur un reportage accompagné d'un photographe, on a aujourd'hui entre les mains de quoi tourner une vidéo. Il faut écouter, noter, photographier et filmer : ça va moins vite. Et donc limite le nombre de sujets traités. « *Faites des choix* », répondent les directions, arguant du fait que le lecteur est aussi un internaute. D'où le dilemme : perdre en proximité – la force de la presse régionale – ou délaissier l'internaute – ce qui est devenu impossible.

Le récent plan de départs volontaires au *Dauphiné* a été ouvert à quarante journalistes. L'objectif était de remplacer les anciens attachés au papier par de jeunes adeptes du numérique. Surprise, des journalistes de moins de trente ans ont profité de l'occasion pour quitter le métier.

Défendre l'Huma, c'est défendre le sens, l'information, le débat

L'HUMANITÉ? LOIN DE PRÉOCCUPATIONS uniquement mercantiles, « *notre atout, c'est justement le sens, l'information, l'indépendance* », souligne Gérard Mordillat. Par delà les supports de lecture, « *c'est le journal qui parle de ce que les autres, détenus par des groupes de plus en plus concentrés et uniformisés, ignorent* ». « *L'Humanité, c'est évidemment le journal des luttes et des alternatives, ajoute le réalisateur, mais c'est aussi le journal de vrais débats contradictoires, et un journal, par exemple dans le domaine de la culture que je connais, qui fait un travail original et ne se contente pas de reprendre ce qui est dans l'air du temps.* » Un OVNI, dans le paysage médiatique, un bien précieux. « *Nous allons développer les ventes militantes, constituer un actionnariat de lecteurs ; nous allons mettre l'Huma sous protection populaire et citoyenne* ».

Une autre façon de concevoir la presse et ses lecteurs : la marque de *L'Humanité*, ce qui en fait un média irremplaçable aujourd'hui. ★

Une aide à deux vitesses

L'Etat consent chaque année une aide à la presse. Les sommes versées en 2017 se répartissaient comme suit : Aujourd'hui en France : 8 323 627 euros; Libération : 5 913 419 euros; Le Figaro : 5 699 521 euros; Le Monde : 5 081 486 euros; La Croix : 4 624 765 euros; L'Humanité : 4 191 650 euros. Un constat s'impose : les deux journaux les moins aidés sont les seuls totalement indépendants des groupes financiers ou bancaires !

Les sauveteurs de Libération

Libération a connu à plusieurs reprises des problèmes financiers.

1981. Cessation de parution en février, reprise en mai, soutenue par le banquier Claude Alphandéry avec l'appui de l'assureur Patrick Peugeot et des patrons Jean et Antoine Riboux.

2006. Refinancement nécessaire. Il est assuré par l'entrée au capital du baron Edouard de Rothschild qui investit 30 millions d'euros... mais exige le départ du directeur général et du rédacteur en chef, Serge Joly.

2012. Nouvel actionnaire, Bruno Ledoux, producteur de cinéma et déjà très présent dans d'autres médias. Il devient président du conseil de surveillance de Libération en 2014.

2015. Le dépôt de bilan menace. L'homme d'affaires israélien Patrick Drahi injecte 14 millions d'euros dans la création avec Ledoux de Alice Média Group (l'Express, BFMTV, RMC, l'Etudiant, la chaîne 124 news...) et dispose d'un chiffre d'affaires de plus de 300 millions.

Une fois de plus, Libération est sauvé. Mais son indépendance ? Seuls de mauvais esprits peuvent soupçonner ces hommes d'affaires d'être pour quelque chose dans le glissement du Libération d'extrême gauche contestataire de Jean-Paul Sartre en 1973, au Libération consensuel d'aujourd'hui...



La diversification, le maître mot dans la profession de marchands de journaux.

Vente militante, le cœur de l'activité militante

LUC RENAUD

Le nombre de marchands de journaux diminue régulièrement. Et ceux qui s'en sortent vivent grâce aux jeux. Ce qui renforce l'impératif de la vente militante.

Où trouver le journal ? La question paraissait farfelue il y a encore quelques années. « Le kiosque en bas de chez moi a fermé, témoigne Gérard Mordillat, vice-président de la Société des lecteurs de l'Humanité, je ne trouve plus l'Huma ou un autre journal d'ailleurs que dans un bar, plus loin. » De fait, le nombre de points de vente de journaux est passé de 29 700 à 23 676, de 2008 à 2017. Moins 20,3 %.

Plus encore, si les marchands de journaux subsistent, c'est grâce... à d'autres activités que celle de la vente de journaux. Par point de vente, le chiffre d'affaires lié aux jeux a augmenté de 100,9 % entre 2008 et 2017. Les points de vente de jeux ne diffusent pas tous des journaux, mais cette évolution témoigne de l'intérêt d'une activité complémen-

taire pour les marchands de journaux. « Ce n'est pas avec la presse dont le chiffre diminue année après année que l'on peut s'en sortir », souligne le gérant d'un tabac presse d'Echirolles. Toute la littérature professionnelle incite d'ailleurs à la « diversification », c'est-à-dire à la ré-

En France, un cinquième de moins en dix ans

duction de la part presse dans l'activité. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas la diminution du nombre de points de vente... phénomène qui accroît l'érosion de la diffusion de la presse écrite.

Alors, où trouver le journal ? « Nous n'avons pas le choix, estime Gérard Mordillat, le journal, on doit le trouver dans les manifs, sur les marchés, dans les lieux publics ; l'Humanité doit redevenir le cœur de l'activité militante parce que l'information et le débat sont le cœur de l'activité militante. »



Sauver « l'Humanité », la mobilisation

MAX BLANCHARD

C'est sous le signe de la mobilisation que s'est déroulée l'assemblée générale de la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité à Saint-Martin-d'Hères.

Une salle inquiète de la situation du journal, mais profondément déterminée. Si le rapport d'activité était un passage obligé, la mise en place de moyens pour aider le journal à sortir de l'impasse a été une large composante des débats.

Rapidement, des pistes à ouvrir, à prolonger, à développer sont suggérées. « Il faut s'adresser aux mairies, aux bibliothèques, pour garantir le pluralisme de l'information », conseille un intervenant, soutenu par un autre rappelant une pétition au réel résultat. « Il faut être plus nombreux à proposer le journal lors des initiatives », s'enflamme une autre.

Pierre, qui diffuse chaque semaine seize HD et souligne l'excellence de l'accueil : « Il faut faire connaître le journal dans la durée ! ». Un intervenant précise que « si la vente au numéro est non négligeable, les abonnements sont efficaces car ils s'inscrivent dans la durée ». David Queiros, maire de Saint-Martin-d'Hères, place l'action

*L'Huma
n'est pas
réservée aux
communistes*



Max Blanchard

Détermination : la vie de l'Huma, ça en vaut la peine.

pour la presse démocratique dans le cadre du programme du CNR sur lequel il a incité Emmanuel Macron à se pencher dans un courrier circonstancié.

Pour le trésorier de l'association : « Nous sommes dans une pluralité d'action. L'Huma donne largement la parole, il faut permettre l'élargissement des publics ! » Un appel entendu par un militant d'Attac, qui arguant de sa non appartenance au PCF, invite à faire largement appel aux non communistes, à élargir le soutien au maximum : « je suis personnellement prêt à y contribuer ! »

Si les discussions foisonnent, les décisions suivent. Financières

d'abord : la société des lecteurs va envoyer immédiatement 2 000 euros au journal, en plus des dons qu'elle a pu recevoir. Elle va débloquer 1 000 euros pour développer les parrainages.

Dynamiques et rassembleuses, aussi. Le 10 mars sera une journée départementale de soutien à l'Huma. Dans le prolongement, un débat sera envisagé avec la participation de Maurice Ulrich, journaliste à l'Humanité.

Conclusion ? « Un futur durable ne sera construit que par l'augmentation des ventes et des abonnements ! »



Le 10 mars, Mordillat sera là !

Le 10 mars sera une journée de soutien à l'Humanité organisée conjointement par la fédération de l'Isère du PCF et la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité à la salle Ambroise Croizat de Saint-Martin-d'Hères. Avec de nombreux témoignages de soutien d'acteurs de la vie sociale, politique et culturelle du département, et la présence de Gérard Mordillat, écrivain et réalisateur. Repas collectif et après-midi festive programmés.

La S2LH 38

Créée voilà dix ans, la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité iséroise compte près de 150 adhérents. Elle est à l'initiative de nombreux débats, comme avec les frères Bocquet ou la venue de Bernard Thibaud et Roger Martelli sur Mai 1968. Parmi les activités prévues : un débat avec Alain Ruscio le 7 juin (« Les communistes et l'Algérie »), un repas républicain pour soutenir financièrement l'Huma, une soirée autour de la pièce tirée de l'ouvrage des Pinçon-Charlot, sans oublier le traditionnel boudin de fin d'année.

Journaliste ? Un métier sinistré

SYLVESTRE HUET

Pour être le pilier indispensable à la vie politique d'une société démocratique, la presse doit être libre... et ses journalistes aussi. Encore faut-il qu'ils soient en nombre suffisant. Or, depuis 2009, leurs effectifs ne cessent de régresser.

Nous vivons dans une société démocratique où le débat public détermine les choix des citoyens. Une société où la presse libre constitue l'un des piliers de la vie politique. Et donc une société où le métier de journaliste se porte bien... Voilà que la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCJP) publie ses chiffres pour 2018. Et le mythe s'effondre. Nous vivons dans une société où le métier de journaliste s'étiole, gangrené par la chute des effectifs et la précarité.

Les chiffres ? Ils sont cruels. Depuis 2009, les effectifs de journalistes actifs diminuent. 37 390 il y a dix ans. 34 890 l'an dernier.

UN RETOURNEMENT HISTORIQUE. Il survient malgré des entrées en nombre spectaculaire ; 1 500 à 2 000 premières demandes par an. Un flux d'environ 300 étudiants sortant des formations agréées. Et surtout une diminution des exigences mises à l'entrée dans la profession : il suffit aujourd'hui d'avoir gagné un demi-smic mensuel comme journaliste pour demander sa carte de presse. En dix ans, près de 18 000 nouvelles cartes... et 2 500 journalistes de moins. Un tel choc ne s'explique que par une éviction massive, sans rapport avec les départs en retraite. Une éviction à coup de plans sociaux, mais aussi de pigistes qui jettent l'éponge, ne parvenant plus à survivre. Une profession qui n'est pas seu-



Le retournement a eu lieu en 2009. Pour la première fois depuis la guerre, le nombre de journalistes était en baisse.

lement en diminution mais où la précarisation s'accroît puisque se sont surtout les effectifs en CDI qui baissent – moins 2030 en dix ans.

Les chiffres de la CCJP – qui se réjouit un peu vite d'une « diminution de la diminution » annuelle alors que les mauvaises nouvelles s'accumulent avec notamment la situation de *l'Humanité* – décrivent des situations personnelles graves mais surtout un contre-sens total au regard des besoins sociétaux. Plus les citoyens ont d'informations à traiter et plus ils ont besoin des journalistes pour hiérarchiser, mettre en contexte, déjouer les pièges de

La baisse des effectifs concerne d'abord les journalistes titulaires d'un CDI

la désinformation et des infox, des stratégies d'influence des puissants de l'économie ou de la politique.

LES GOUVERNANTS, qui font semblant de se plaindre de l'invasion des infox et des manipulations de l'opinion après avoir sabordé l'environnement économique dans lesquels la presse sérieuse se fabrique et se distribue, portent une lourde

responsabilité dans ce désastre.

LA DÉGRADATION de ce que vivent les journalistes affecte leur capacité personnelle et collective à exercer leur métier au service des citoyens. Nous vivons dans un monde où les gigantesques flux monétaires engendrés par la publicité et récupérés par les entreprises qui monopolisent les réseaux sociaux numériques boostent les infox au détriment des informations. Des groupes qui exploitent un filon, celui de leur connaissance fine des comportements psycho-sociaux : l'infox rapporte plus que l'info.

Se plier à ce monde, le laisser faire, voire l'encourager au nom de « l'innovation », c'est organiser la dérive et la fin du rêve démocratique. Ce que font les pouvoirs politiques en place, toujours disposés à gloser sur la liberté de la presse, mais regardant en s'en réjouissant ce qui reste de la presse nationale passer aux mains de quelques milliardaires.

Le nombre de journalistes, à lui seul, ne résume pas la question de l'information et de la démocratie, le contenu de leur travail est tout aussi important. Mais les chiffres de la CCJP devraient sonner le tocsin pour tous les démocrates. ★

1981, du mieux sur le barrage

JEAN RABATÉ

En 1981, au chantier de Grand'Maison, une victoire à la suite de trois jours de grève et du changement de gouvernement qui les avait précédés.

Le plus grand barrage hydroélectrique de France se situe à quelques dizaines de kilomètres de Grenoble. Encastré à 1700 mètres d'altitude entre la montagne des Sept Laux et le massif des Grandes Rousses, long de 550 mètres et haut de 140, il stocke les 140 millions de mètres cubes d'eau du lac de Grand'Maison alimenté par le torrent l'Eau d'Olle, ses 32 petits affluents et la fonte des neiges. 700 mètres plus bas, au niveau du lac de Verney, sa chute d'eau peut mettre en mouvement les 12 groupes d'une centrale électrique capable de turbiner 217 m³ d'eau par seconde et de produire jusqu'à 1800 Mw. (millions de watts) en période de pointe.

LA CONSTRUCTION DU BARRAGE a exigé d'énormes travaux. Engagés en 1978, ils se poursuivirent jusqu'en 1985 pour une mise en service de la centrale deux ans plus tard. Jusqu'à 1 900 ouvriers, dont nombre d'immigrés, cadres et ingénieurs s'activèrent sur le chantier. Au travail rendu pénible par l'altitude s'ajoutaient des conditions d'accueil et de vie difficiles, des contrats saisonniers pour des salaires n'ayant eux, contrairement au chantier, rien d'exceptionnel.

Plusieurs mouvements revendicatifs s'y déroulèrent. Celui du début juillet 1981 reste dans les mémoires. Il paralysa les travaux de terrassement pendant trois jours. Le temps pour les patrons du cartel d'entreprises créé sous le sigle BGM de comprendre qu'ils devaient céder. Pour les salariés, ce fut un succès que le *Travailleur alpin* résuma ain-



Grand'Maison, en haute vallée d'Olle, dans l'Oisans, sous le col du Glandon.

si : « 25 % de mieux sur le salaire de base de leur qualification, près de 20 francs (1) de mieux par jour d'indemnités de déplacement pour une large partie d'entre eux et près de 10 francs pour les autres ».

A GRENOBLE d'autres succès

Un chantier titanessque

La construction du barrage dura sept ans. En raison de l'altitude, les travaux se déroulaient cinq mois par an. Des millions de tonnes de terre et de rochers durent être transportés, ce qui exigea l'élargissement de 32 kms de routes et la construction de 18 kms de nouvelles voies. Des kilomètres de galeries de sept mètres de diamètre furent creusés dans le massif. 70 000 tonnes de canalisations en acier ont été soudées et fixées au roc à l'aide d'un engin conçu pour ce chantier. Le barrage est régulièrement inspecté à l'aide de robots téléguidés.

avaient été obtenus. A la Confiserie des Alpes et au Prisunic du bd Joseph-Vallier, notamment, où les salariés avaient gagné, par la grève, le respect de la majoration du SMIC (2). Saluant ces résultats, notre journal soulignait qu'ils avaient été acquis grâce « à l'action des intéressés eux-mêmes, s'appuyant sur le gouvernement mis en place par leur volonté de changement » (3). Nous étions en effet trois semaines après la formation le 22 juin 1981 d'un gouvernement comprenant des ministres communistes, pour la première fois depuis trente quatre ans ! ★

(1) 3 euros aujourd'hui

(2) Augmentation de 10 % décidée en juillet 81.

(3) A la présidentielle du 10 mai et aux législatives du 21 juin, la gauche avait totalisé 51,8 et 54,37 % des voix.

L'olympisme, une certaine éthique

FRANÇOIS PEREZ

Président du COLJOG depuis sa création en 2002, Geo Perli passera la main le 20 mars lors de l'assemblée générale. Ancien directeur du service sport et culture de la ville d'Echirolles, créateur avec la ville du Musée Géo Charles, de la Biennale Sport et Culture, Geo reste un passionné touche à tout qui n'a pas fini de nous surprendre et de nous étonner.

Qu'est-ce qui a motivé la création du COLJOG ? *

Géo Perli : Avec le comité, nous nous sommes employés à faire vivre la culture olympique. Les Jeux d'hiver de Grenoble 1968 ont été extraordinaires pour de multiples raisons. C'était la première fois que les médailles remises aux vainqueurs des épreuves étaient gravées avec le titre acquis. La première fois que ces jeux étaient retransmis en direct à la télévision et acheminés par câble sous-marin aux Etats-Unis où ils étaient diffusés en images couleurs. Les JO de Grenoble ont été un laboratoire d'innovations techniques et technologiques, une réussite en matière d'équipements, d'installations, de coopération intercommunale. Une expérience nouvelle, de l'inédit.

Nous nous sommes posés à plusieurs la question de valoriser ces acquis, de les faire fructifier. C'est dans ce but que nous avons fondé le COLJOG.

Quel bilan fais-tu de ces 17 années

passées à la présidence du comité ?

G.P. : Nous avons suscité tellement de rencontres, de débats, d'expositions, de conférences, de propositions qu'une énumération serait fastidieuse. Je renvoie au site du comité**.

Créer un itinéraire patrimonial autour des sites des JO de 68

Nous avons été un moteur puissant et dynamique dans l'organisation des célébrations du 50e anniversaire des JO de Grenoble, contribué à l'exposition sur les JO conçue par Olivier Cogne, directeur du musée Dauphinois. Et j'espère bien que cette belle exposition sera prolongée sous une forme virtuelle qui viendra pérenniser la mémoire des JO 68.

L'économie financière a mis la main sur le sport professionnel, lui dicte ses évolutions. Malgré cela, l'olympisme par-

vient à conserver une certaine éthique qu'il convient de préserver.

Quelles sont vos perspectives ?

G.P. : Notre prochaine assemblée se tient le 20 mars. Nous avons de nombreux projets de partenariats avec l'Institut de la communication, l'université Grenoble Alpes, le CDOSI, le musée Dauphinois. Nous avons de longue date un projet que nous allons soumettre à la municipalité de Grenoble pour créer un itinéraire urbain, patrimonial et touristique autour des lieux et réalisations de ce rendez-vous historique. Le COLJOG c'est une équipe de bénévoles passionnés qui ont en commun une conception des valeurs qui mêle respect, éthique, sport et culture.

* COLJOG : Conservatoire observatoire laboratoire Jeux olympiques de Grenoble. Ses buts : développer une culture de l'olympisme, imaginer, innover, créer. « Il n'y a pas d'imaginaire sans mémoire. »

** Site web : coljog.fr
Coljog, 7 rue de l'Industrie, 38320 Eybens.



Geo Perli, lors d'un passage au musée du sport, à Paris.

Problèmes de courrier

Jupiter a écrit une lettre aux mortels de son royaume, qu'ils n'ont pas reçue, et que certains ont pu lire dans la presse. L'objet de ce courrier olympien : lancer un « grand débat » en guise de (non) réponse aux revendications exprimées par les « gilets jaunes » qui continuent de manifester chaque week-end malgré la peur qu'essaient de semer des anges exterminateurs casqués et armés obéissant aux ordres descendant de l'Olympe. Pour éviter que les débatteurs ne s'égarent, le maître des dieux a choisi lui-même les thèmes du débat en écartant soigneusement les sujets sensibles. Ainsi, la santé et l'éducation y sont-elles à peine évoquées, et la culture y est-elle oubliée.

Oubliée ? Pour oublier quelque chose, il faut l'avoir connu dans le passé. C'est pourquoi je me demande si Jupiter, trô-

Jupiter prend-t-il réellement au sérieux les enjeux culturels du pays ?

nant sur son pic, sait que la culture, ça existe. Certains de ses propos et de ses comportements en font douter. A moins qu'il ne pense que ce sont les « gilets jaunes » qui ne savent pas que ça existe (mais les deux hypothèses ne s'excluent pas l'une l'autre). Un autre indice en faveur de la première : il demande à l'UNEDIC d'économiser quatre milliards d'euros sur le dos des chômeurs, avec en arrière-plan la remise en cause du régime des intermittents du spectacle, dispositif de protection solidaire et de soutien à la créa-

tion que les gouvernements précédents, le Medef ... et la CFDT, n'ont pas encore réussi à détruire malgré de nombreuses et persévérantes tentatives, même si nous devons constater que la précarité grandit chez les artistes.

Mais pourtant, le mouvement des « gilets jaunes », comme les autres mobilisations des salariés du secteur privé, des fonctionnaires, des jeunes lycéens et étudiants, des retraités ... sont porteurs d'une demande de respect, de reconnaissance de leur dignité, de leur humanité, ce qui passe par les moyens accordés à l'art et à la culture, leviers « de la libération du joug des obsédés du profit ».

Mais, j'y pense ! C'est justement pourquoi la culture a été « oubliée » dans la lettre au menu fretin. ★

Lire

Notre sélection par Régine Hausermann

LEURS ENFANTS APRÈS EUX • NICOLAS MATHIEU

PRIX GONCOURT 2018

Le roman s'ouvre sur un exergue qui éclaire le titre, tiré du Sira-cide, un des livres de l'Ancien Testament considéré comme apocryphe par les juifs et les protestants.

Il en est dont il n'y a plus le souvenir, ils ont péri comme s'ils n'avaient jamais existé ; ils sont devenus comme s'ils n'étaient jamais nés, et, de même, leurs enfants après eux.

On imagine le thème du roman : le déterminisme social et particulièrement celui qui frappe « les sans dents », « les gueux », « les

invisibles ».

La première et la dernière scène du récit se déroulent en été, au bord du lac fréquenté par les jeunes de Heillange en Lorraine.

1992 – « *Debout sur la berge, Anthony regardait droit devant lui.*

A l'aplomb du soleil, les eaux avaient des lourdeurs de pétrole. Par instants, ce velours se froissait au passage d'une carpe ou d'un brochet. Le garçon renifla. L'air était chargé de cette même odeur de vase, de terre plombée de chaleur.

Dans son dos déjà large, juillet avait semé des taches de rousseur. Il ne portait rien à part un

vieux short de foot et une paire de fausses Ray Ban. Il faisait une chaleur à crever mais ça n'expliquait pas tout. »

1998 – « *Resté seul, Anthony alluma une cigarette. Il pensait à son vieux. Cette vie qu'on leur faisait. Il regrettrait vraiment de n'avoir plus rien à boire.*

Il fouilla ses poches pour voir s'il n'avait pas un peu de blé, histoire d'acheter une canette ou deux aux mômes qui se trouvaient plus bas.

Mais ses poches étaient vides. Il regarda le soleil glisser vers l'ouest. L'horizon bientôt flam-ba. »

Quand les mômes se mettent au défi de traverser le lac à la nage, leur enthousiasme et leur jeunesse, leur grâce, filent le bourdon à Anthony qui « *préférerait ne pas voir ça* » et « *enfourcha sa Suzuki* ». Pourtant Anthony n'a que vingt-et-un ans.

Le style de Nicolas Mathieu est



Nicolas Mathieu

une des forces du livre : tantôt la trivialité des faits est rendue en phrases courtes et mots familiers ; tantôt la phrase se fait plus lente, plus poétique, joue avec des métaphores originales ; tantôt elle tourne au réquisitoire. « *Depuis que les usines avaient mis la clef sous la porte, les travailleurs n'étaient plus que du confetti. Foin des masses et des*



Fawzia Zouari

collectifs. L'heure, désormais, était à l'individu, à l'intérimaire, à l'isolat. »

L'oxymore qui clôt le roman – « L'effroyable douceur d'appartenir » – qui traduit l'état d'âme de ce jeune homme d'à peine vingt ans, et de beaucoup d'autres comme lui, est bouleversante.

La force du roman tient aussi au milieu qu'il décrit, celui des marges, des petites villes en souffrance après la fermeture des usines. Bien sûr comme partout, il y a un Leclerc, un Mac Do, une piscine, des lotissements, une ZUP, un centre-ville ...

Entre Heillange, Etange, Lameck et Thionville, « le ciel n'a plus de teintes étranges » mais « le nom des patelins s' termine [toujours] par -ange » comme le chante Bernard Lavilliers dans Fensch Vallée. Dans les années 90 les jeunes reprennent le cri des Barbares des années 70 : « Emporte-moi loin de la zone. » Anthony s'engage dans l'armée, Hacine part au Maroc et organise un trafic de haschich vers la Lorraine. Mais leurs projets tombent à l'eau. Il faut apprendre à survivre.

Le narrateur est proche de ses personnages. Il décrit les premiers émois et les frustrations d'Anthony et son cousin, de Hacine et quelques autres, qui brûlent de la fureur de vivre. « Ils vont vite sous le soleil, ils sont jeunes, et mourir n'existe pas. » Ils vibrent au son de la musique: Nirvana, Guns N' Roses, NTM, I will survive. La bande-son de ces années-là donne leur titre aux quatre parties.

Pendant ce temps-là, les enfants de la « bourgeoisie », Steph et Clem, dont les itinéraires se sont croisés dans les trois premières parties, divergent complètement. Steph, dont Anthony est tombé amoureux à quinze ans et qu'il a toujours dans la peau, part au Canada, après de brillantes études pour retrouver son copain journaliste. Clem est en fac à Nancy. Et Anthony prend le bus pour aller bosser.

Un grand roman politique. Actes Sud

A lire : l'entretien avec Nicolas Mathieu paru dans l'Huma-Dimanche du 7 février.

LE CORPS DE MA MÈRE . FAWZIA ZOUARI

Ce dixième ouvrage de la Tunisienne Fawzia Zouari est un récit autobiographique qui embrasse trois générations de Chérif et de Gadour, deux clans influents du village d'Ebba situé dans le Nord-Ouest de la Tunisie, bien loin de Tunis.

C'est surtout un hymne à la mère, Yamna, morte quatre ans plus tôt et qui se présentait comme une « arrière-arrière-petite-fille de Noé ».

Mais revenons au printemps 2007, dans l'avion qui emmène la fille au chevet de sa mère – 92 ans – à l'hôpital de Tunis : « Vu du hublot, le ciel est un balcon sur mon village. Il me suffit de pencher la tête pour apercevoir le patio aux faïences bleues la petite fille qui court les bras tendus vers elle. » Les souvenirs de l'enfance arrivent par bribes, particulièrement le silence de la mère « pour préserver l'enfance pour plus tard. » Mais aujourd'hui la mère impotente et rendue aveugle par le diabète va mourir.

Lorsque, pour la première fois, à 52 ans, la fille découvre sa mère « nue », c'est-à-dire la tête découverte sur son lit d'hôpital, elle s'empresse de recouvrir le crâne maternel. Elle prend

conscience qu'elle connaît « si peu de choses sur elle. »

Ses sœurs, sa belle-sœur Soraya qui se relaient près de la vieille dame dans le coma lui permettent de compléter le portrait de la mère. Mais c'est surtout la bonne de sa mère, Naïma, qui, pendant toute une nuit, lui raconte l'histoire de sa mère, une figure de cette société bédouine aux mœurs conservatrices.

Au village, Yamna est un personnage. Une belle femme respectée, mère de nombreux enfants, qui ne sort jamais de sa maison mais sait tout ce qui se passe dehors et protège les intérêts du clan. Une femme soucieuse de sa beauté, collectionnant robes et bijoux, terriblement amoureuse de son mari, et qui a su manœuvrer adroitement pour empêcher l'arrivée d'une

deuxième épouse. Une femme pudique qui savait pourtant manier le juron et la grossièreté.

Une femme de son époque, respectueuse des traditions, entretenant des liens étroits avec le surnaturel. Une femme dont la vie, remplie d'intrigues, traversée de personnages quasi légendaires, prend des allures de conte. Une conteuse hors pair, comme sa fille Fawzia.

Consciente de commettre un sacrilège en délivrant les secrets familiaux, la narratrice demande pardon à sa mère « pour avoir transporté sa mémoire jusque sous les toits de France et l'avoir couchée dans la langue étrangère. »

Disponible en Folio

**Vous recherchez
un logement neuf,
APPARTEMENT ou MAISON ?**

**Contactez-nous
04 76 15 21 21
trignat.fr**



**Gilles
TRIGNAT
RESIDENCES**





Rosa Danst Rosas

danst Rosas, pièce pour quatre danseuses « se dansant elles-mêmes » jusqu'à l'épuisement.

Le style est minimaliste basé sur des principes formels mathématiques: mouvements minimaux et répétitifs, plutôt abstraits, combinés avec une forte rigidité structurelle et associés à la trivialité de petits gestes quotidiens.

Durée 1h45

LE THÉÂTRE DROMESKO

Sous chapiteau devant la MC2

Le style des Dromesko - Igor & Lily - est à la croisée du théâtre, de la danse, de la musique, du cirque et des arts plastiques. Il convient à tous les publics à partir de 12 ans.

LE JOUR DU GRAND JOUR

Du 2 au 6 avril

Impromptu nuptial et turlututu funèbre

Les neuf comédiens danseurs et musiciens soulignent les ar tifices des cérémonies qui jalon nent nos vies : mariages, baptêmes, enterrements, re mises de médailles, discours de toutes sortes...mais le regard se fait tendre, mélancolique parfois, satirique jamais. Durée 1h30

LE DUR DÉSIR DE DURER

Du 9 au 13 avril

Entre les deux gradins, neuf interprètes arpentent leur bout de parquet. Un torero affûte sa faux tout en se désolant d'un tas de petits riens. Un homme, portant un nouveau-né, veut persuader la Mort de différer son séjour chez elle. Un lit d'hôpital tient lieu d'embarcation pour ces anonymes. Peut-être les emmène-t-il vers d'autres cieux, plus lumineux. Durée 1h30

LA FABULEUSE HISTOIRE D'EDMOND ROSTAND

L'Heure Bleue-Saint-Martin-D'Hères

Les 12 et 13 mars à 20h



« L'ennemi » de Edvard Munch

Sortir

UN ENNEMI DU PEUPLE

MC2-Grenoble

Du 7 au 15 mars

Evènement ! Création à la MC2 de la pièce d'Ibsen par Jean-François Sivadier, avec Nicolas Bouchaud !

Une maison de poupée, créée en 1879, critique acerbe du rôle traditionnellement réservé à la femme dans la société patriarcale, suscita le scandale et fut donc vite censurée. Les Revenants, drame publié en 1881 est refusé par les théâtres norvégiens effrayés par la critique de l'hypocrisie du puritanisme bourgeois et des références voilées à la syphilis.

La réponse d'Ibsen à l'agressivité des réactions ne tarde guère. Elle se nomme L'Ennemi du peuple et fut montée à Oslo en 1883.

Les frères Tomas et Peter Stockmann ont fondé l'« établissement des bains » d'une petite ville portuaire du sud de la Norvège. Tomas, médecin intègre, mesure la qualité des eaux. En tant que maire, Peter compte sur la prospérité de la station thermale pour asseoir son pouvoir. Quand

les eaux s'avèrent contaminées par la tannerie locale, les masques tombent.

Tomas - « le lanceur d'alerte » - dit la vérité au peuple quand Peter - le politicien - ne songe qu'à défendre ses intérêts. On pense à La Fille de Brest alias le docteur Irène Frachon et à son combat contre le laboratoire Servier.

Mais ça tourne mal pour Tomas : ses patients se détournent de lui, les villageois assiègent sa maison. Et Jean-François Sivadier se régale à montrer, autour de la fratrie déchirée, les citoyens papillonnant, hésitant et bifurquant jusqu'à la bouffonnerie. Quant aux spectateurs, ils balancent entre rire franc et consternation.

Durée 2h30

PREGNANCE

La Ponatière-Echirolles

Le 8 mars à 20h

Un projet singulier ! Une femme, Giulia Arduca, met en scène un groupe amateur de femmes enceintes. Son objectif : révéler les dimensions inattendues d'un corps qui s'apprête à donner la vie, avec ses courbes et ses creux, ses paysages de dunes en devenir. Issu d'une résidence

d'un an au CHU de Grenoble, *Pregnance* est un spectacle émouvant, intrigant, profondément vivant !

En partenariat avec la Maison pour l'égalité femmes-hommes dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes.

Tarif unique: 5€.

Durée 40 mn

BIEN SÛR LES CHOSES TOURNENT MAL

La Rampe-Echirolles

Le 19 mars à 20h

Danser sur le volcan ! Les inter prêtes viennent du Mozambique, du Mexique, de Singapour, de Belgique et de France. Ils sondent de manière foudroyante les transformations qui agitent notre présent et font naître un spectacle électrique. Les lan gages se mêlent, la gestuelle est hâtive, les corps se frôlent, se choquent et chutent. La mu sique vrille et pulse, déchire et tranche dans le vif.

Cette création rend compte de l'urgence à agir pour le climat et notre incapacité à réagir. Tout cela va s'effondrer, c'est sûr!

ROSA DANST ROSAS

MC2-Grenoble

Du 20 au 22 mars

Anne Teresa De Keersmaeker : le droit d'être femme

Ce spectacle est la reprise d'une œuvre devenue référence dans l'histoire de la danse post-moderne. En 1983, s'imposait sur la scène internationale avec Rosas

Des droits fondamentaux bafoués par les violences policières

MARIE-CHRISTINE VERGIAT
Députée européenne GUE/NGL

Le Parlement européen et l'ONU demandent à la France de revoir sa politique de maintien de l'ordre.

Depuis le début des manifestations des « gilets jaunes », le nombre de blessés atteint des niveaux surréalistes dignes de pays autoritaires. Près de 3 000, dont près de 200 blessés graves, vingt personnes ont perdu un œil, cinq une main arrachée et même une personne âgée décédée après avoir reçu une grenade alors qu'elle fermait ses volets à Marseille. Parmi les victimes, une quarantaine de mineurs et une cinquantaine de journalistes.

LA PLUPART DES BLESSURES au visage ont été faites par des LBD40, armes qui ont remplacé les flashballs. Ceux qui les utilisent ne doivent pourtant jamais viser le visage. Ces armes ne sont pas des instruments de dispersion des foules pas plus que les grenades de désencerclement ou les gaz lacrymogènes à effet de souffle (les GLI F4 qui contiennent du TNT, même si c'est en quantité minime). Elles ne doivent être utilisées qu'en cas de nécessité absolue.

Face à ce constat, j'ai proposé à mon groupe de demander un débat au Parlement européen sur cette mise en cause du droit de manifester. Ce droit est à la conjonction de deux libertés fondamentales protégées par les conventions internationales et européennes (1) : celles d'expression et d'association.

Ces libertés sont fondamentales parce



Depuis novembre, près de trois mille victimes dont près de deux cents blessés graves.

qu'elles sont à la base de l'Etat de droit et de la démocratie et ne peuvent être mises en cause qu'en respectant les principes de nécessité, de finalité et de proportionnalité : on n'a pas le droit de tirer dans la foule ; il faut répondre à une menace précise, individualisée et de façon proportionnée. Ce que l'on appelle « l'usage proportionné de la force ».

L'immense majorité du Parlement eu-

L'immense majorité du Parlement européen sur proposition de la Gauche unitaire

ropéen a condamné les violences tout comme les restrictions législatives au droit de manifester (2). Certes la France n'est pas nommée mais personne n'est dupe. C'est de notre pays dont il s'agit. On peut regretter que le Parlement ne soit pas allé plus loin en demandant l'interdiction de ces armes mutilantes, voire mortelles (3). Mais ne boudons pas notre

plaisir d'autant que cette condamnation est tombée le même jour qu'un rapport de l'ONU réaffirmant les mêmes principes et demandant à la France de revoir sa politique de maintien de l'ordre.

CES TEXTES NE SONT PAS contraignants mais un signal est donné à Emmanuel Macron qui aime à se présenter comme une alternative au modèle il-libéral de Viktor Orban alors qu'ils ne sont que les deux côtés d'une même médaille : néolibéral au plan économique et autoritaire sur le plan des libertés. ★

1 Déclaration universelle des droits de l'Homme, convention européenne des droits fondamentaux, Charte des droits fondamentaux de l'UE

2 Pour lire la résolution adoptée par le Parlement européen <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2019-0127+0+DOC+XML+VO//FR>

3 Nous l'avions demandé dans notre résolution commune <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=MOTION&reference=P8-RC-2019-0104&format=XML&language=FR>



Michel Gaudin

Palestine, soirée de témoignages

A l'automne dernier, un groupe de randonneurs s'était rendu en Palestine. Avec une envie, découvrir ce pays, mais aussi comprendre, essayer au moins, ce qui s'y passe. Ils sont revenus avec une envie chevillée au coeur : témoigner, « témoigner parce que

très nous l'ont demandé ». C'est ce qu'ils ont fait et ce qu'ils vont continuer à faire. Dans ce cadre, une soirée d'échanges a été organisée au siège de la fédération de l'Isère du PCF, avec le concours de l'Association France Palestine solidarité. Une assistance nombreuse, curieuse et un moment particulièrement fort, celui d'une liaison par internet avec une famille qui avaient accueilli des randonneurs un soir d'étape. Soirée qui fut aussi l'occasion de s'inquiéter de l'attitude incompréhensible d'un élu fontainois : un de ces comptes-rendus s'était déroulé à Fontaine et cet élu a saisi le procureur de la République d'une plainte arguant d'une atteinte à l'image d'Israël estimant que « la diabolisation et la détestation de l'Etat d'Israël peuvent pousser à des actes antijuifs ». Curieuse conception de la liberté d'expression et de la réalité des faits.

5 avril

Meeting avec

Ian Brossat, chef de file
des communistes aux
élections européennes et

Lucie Martin, candidate
sur la liste.

Salle des fêtes d'Echirolles

De 18h à 20h, tables rondes.

20h30, meeting



AS

Roussillon, un débat sur la laïcité

Une cinquantaine de personnes ont assisté aux vœux de la section PCF de Roussillon. L'année 2019 est placée sous le signe des élections européennes et de la suite des Ateliers du commun : un débat sur la laïcité sera organisé avec Pierre Dharreville, député des Bouches-du-Rhône. Et bien sûr, la poursuite de la rédaction et de la diffusion d'Utopiques, le journal des sections de Vienne, Roussillon et Beaurepaire.

Les Rendez-vous de la Résistance en mars

Proposés par l'ANACR

JEUDI 14 MARS

Le Dictateur de Charles Chaplin. En présence d'un historien et d'un résistant

Le Diamant à Pont de Beauvoisin – 20h

MARDI 19 MARS

Cette lumière n'est pas celle du soleil. Documentaire de Bernard Favre 70 ans après, des résistants témoignent de leur engagement. En présence du réalisateur La Vence Scène à Saint Egrève – 20h

JEUDI 28 MARS

Elles étaient en guerre – 1939.1945 Documentaire de Hugues Nancy et Fabien Béziat. En présence d'un historien et d'un résistant

Le Diamant à Pont de Beauvoisin – 20h

Pour le désarmement

La section communiste de Saint-Martin-d'Hères organisait le 3 février un meeting suivi d'un banquet populaire contre la course aux armements et les dépenses militaires. Patrice Bouveret, co-fondateur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de l'ICAN a été invité à y prendre la parole. David Queiros, maire de Saint-Martin-d'Hères a décrit les engagements de la commune pour la paix avant qu'Andres Bel Alonso puis Dominique Négri, secrétaire de la section, ne dénoncent une situation internationale dangereuse pour la paix et le choix du gouvernement de dépenser l'argent public pour l'armement et les profits patronaux plutôt que pour répondre aux besoins sociaux.



AS

Quand le récit ne devient qu'une technique de gouvernement, reprise en chœur par ses chiens de garde et leur puissance médiatique, il perd tout son sens conscientisant.

Le président de la République, en jean et blouson de cuir, auprès des équipes de solidarités du Samu social dans les rues de Paris, représente une nouvelle fois une formidable opération de « story telling ».

L'image ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de Georges Bush portant un blouson d'aviateur, sur un porte-avion et déclarant « mission accomplie », les avions bombardier F16 fumant encore derrière le président des Etats-Unis. A l'époque, aucune chaîne de télévision n'avait fait remarquer que ce porte-avion mouillait... au large des Etats-Unis et non dans le Golfe, comme le téléspectateur le pensait.

Le récit est important, quand il est conscientisant et qu'il représente une technique de travail personnel, sur la question de l'appartenance à une classe sociale par exemple.



« La photographie de l'Elysée diffuse une image d'Emmanuel Macron en maraude auprès de sans-abri »

[Ici reprise sur Twitter par un chroniqueur de l'Obs]

Alors que les médias dominants n'attendent qu'une seule chose, que « le président reprenne la main », ce type d'image leur fournit de quoi se mettre des informations sous la dent.

Plus que des informations, ce type de communication politique apporte donc une image et un récit. Faire de la politique devient la construction d'un récit par les « spin doctor », les « storyteller », et les conseillers en communication.

FRANCETVINFO.FR

25 FÉVRIER 2019

Chaque mois le Travailleur Alpin décrypte un « élément de langage » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr

   retrouver :

- PRESSE
- MORDILLAT
- HUMANITÉ
- APPEL
- MOBILISATION
- INFORMATION
- DÉBAT
- QUOTIDIENS
- LIBRE
- TERRAIN
- VENTE
- MILITANTE
- DIVERSIFICATION
- LIBÉRATION
- JOURNALISTE
- EFFECTIFS
- CARTE

S	Y	X	P	K	B	D	Q	L	E	P	P	A	G	A	H	N	C	V	��
V	Q	M	H	V	W	I	I	N	F	O	R	M	A	T	I	O	N	O	W
T	E	O	D	W	T	V	B	U	K	P	I	��	N	T	K	B	M	H	R
Q	F	B	J	Y	U	E	Q	C	Y	A	T	E	R	R	A	I	N	S	E
U	S	I	M	I	J	R	W	Q	T	V	E	J	E	R	B	I	L	H	L
O	F	L	P	F	T	S	K	D	T	E	B	A	B	��	U	B	��	N	G
T	I	I	G	J	S	I	S	L	I	B	E	R	A	T	I	O	N	U	Y
I	T	S	P	G	N	F	J	G	P	N	W	W	O	D	J	K	P	H	C
D	C	A	H	W	R	I	Q	J	W	B	P	U	M	O	E	T	C	B	Z
I	E	T	E	W	E	C	T	B	T	N	J	R	U	V	W	B	O	G	T
E	F	I	E	T	N	A	T	I	L	I	M	R	E	D	K	D	A	A	Y
N	F	O	F	J	W	T	L	M	Y	K	N	N	U	S	Z	I	L	T	K
S	E	N	J	A	O	I	N	E	A	A	T	M	G	��	S	L	S	C	J
L	W	X	M	O	L	O	C	T	L	E	C	O	Q	B	I	E	E	G	U
W	E	B	C	G	G	N	G	I	V	F	C	K	K	D	P	F	P	H	G
B	U	V	A	B	Q	N	S	N	W	Y	R	B	R	L	V	T	G	T	N
Q	W	F	R	Y	C	T	H	A	I	W	K	O	E	Z	Y	N	D	K	N
B	W	L	T	N	E	A	Q	M	P	Z	M	S	C	M	O	S	G	Y	F
F	��	P	E	F	E	H	Z	U	E	M	W	��	I	I	T	T	Z	T	P
A	Y	I	A	I	P	J	H	H	N	Z	Q	O	P	N	K	P	X	R	V

Nous trouver en kiosque :

- Les Ecureuils Tabac-presse – 17, rue Gabriel Didier 38130 Echirolles
- Tabac du campus – 442, avenue de la bibliothèque 38400 Saint-Martin-d’Hères
- Bar restaurant le Square, place docteur Martin
- Fédération de l’Isère du PCF – 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble

Abonnement annuel

– Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :

Adresse (*) :

Code postal (*) : Ville (*) :

Courriel – nécessaire pour recevoir le code d’accès au site(*) :

– Montant (*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an ☐

Formule classique 30,00 euros pour un an ☐

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l’ordre du Travailleur alpin et adresser l’ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard – BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

A (*) :

Signature (*) :

VENDREDI 29 MARS, 18 H 30, FÉDÉRATION DU PCF, 20 RUE EMILE GUEYMARD
SORTIE OFFICIELLE DU NUMÉRO 90^E ANNIVERSAIRE

Photos, récits, surprises... et apéritif dînatoire...

1929-2019 * EDITION SPÉCIALE



90 ANS

***DE LA FÊTE DU* TRAVAILLEUR ALPIN**

15 euros

A ne manquer sous aucun prétexte